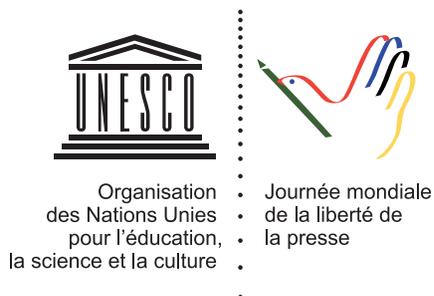


Conférence de la Journée mondiale de la liberté de la
presse 2020

Le journalisme sans crainte ni complaisance

18 – 20 octobre | World Forum | La Haye | Pays-Bas

NOTE CONCEPTUELLE



NL Kingdom of
the Netherlands

1. Introduction : Pourquoi l'indépendance des médias est-elle importante ?

Le 3 mai 2020, l'UNESCO conduira les célébrations de la 27^e Journée mondiale de la liberté de la presse. L'UNESCO et le Royaume des Pays-Bas avaient prévu de tenir la Conférence mondiale sur la liberté de la presse (WPFC) du 22 au 24 avril au Forum mondial de La Haye, ville connue pour son rôle dans la paix et la justice internationales. Compte tenu de l'épidémie de COVID-19, la conférence est désormais prévue du 18 au 20 octobre au même endroit. L'événement sera une célébration conjointe de la Journée mondiale de la liberté de la presse et de la Journée internationale pour mettre fin à l'impunité des crimes contre les journalistes (2 novembre).

Cette année, l'accent est mis sur les mesures à prendre pour garantir l'indépendance du journalisme. Un appel est lancé à tous ceux qui ont un rôle à jouer – gouvernements ; journalistes et médias ; appareil judiciaire et juridique ; entreprises de l'Internet ; société civile ; monde universitaire ; et jeunes. En 2020, la Journée mondiale de la liberté de la presse s'intéressera aux succès rencontrés dans l'amélioration du journalisme professionnel et de ses fondations que sont les médias d'information indépendants.

L'indépendance est un élément central de la Déclaration de Windhoek pour le développement d'une presse indépendante, pluraliste et libre (1991), qui a conduit à la proclamation de la Journée mondiale de la liberté de la presse par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1993. Elle affirme que la liberté de la presse requiert des lois offrant des garanties solides de protection de la liberté d'expression, mais aussi des conditions permettant l'existence de médias pluralistes et d'un journalisme jouissant d'une indépendance éditoriale.

Aujourd'hui, l'heure est venue de rappeler que l'indépendance est une condition nécessaire à la liberté de la presse, alors que le contrôle des médias sous des formes anciennes ou nouvelles menace le journalisme en tant que source de faits vérifiés, de points de vue inclusifs et d'expressions culturelles diverses¹. Il existe pourtant une tendance de plus en plus forte à vouloir rapprocher la réalité des idéaux de Windhoek, en libérant le journalisme des influences qui entravent son indépendance éditoriale. Cette démarche est essentielle à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), qui prévoient notamment l'établissement de la paix, de la justice et de l'état de droit, auxquels la liberté de la presse est indispensable.

¹ La reconnaissance de l'importance de l'indépendance éditoriale et de la diversité des médias est mesurée par les indicateurs de développement des médias et les indicateurs de l'universalité de l'Internet de l'UNESCO. Elle fait également l'objet d'un suivi dans le cadre des séries de rapports de l'Organisation intitulées « Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias » et « Re|penser les politiques culturelles ».

Un journalisme indépendant et professionnel, associé à une magistrature indépendante, est essentiel pour prévenir la mainmise des intérêts privés sur la sphère publique. Lorsqu'ils sont protégés ces acteurs ont la capacité d'obliger les tenants du pouvoir et les détenteurs d'obligations à rendre des comptes en matière de protection des droits de l'homme et de développement durable.

Le thème de la Journée mondiale de la liberté de la presse 2020 coïncide avec la commémoration des 75 ans de l'Organisation des Nations Unies. À l'occasion de cet anniversaire, les États membres ont affirmé leur engagement en faveur du multilatéralisme, pierre angulaire de la défense des normes universelles en matière de paix et de droits de l'homme². Ce contexte est l'occasion pour la Journée mondiale de la liberté de la presse de renforcer la coopération entre les États membres et d'encourager les coalitions de parties prenantes pour protéger la liberté de la presse et la sécurité des journalistes, conditions *sine qua non* de l'indépendance des médias.

2. Le thème de la Journée mondiale de la liberté de la presse 2020 en bref

Le journalisme subit aujourd'hui de nombreuses pressions de la part d'acteurs qui tentent de s'accaparer ou d'intimider les médias afin d'entraver les journalistes dans leur travail quotidien et, ce faisant, d'influencer la circulation de l'information. En outre, la révolution en cours dans les technologies de la communication et l'essor des grandes entreprises de l'Internet constituent un autre défi pour le journalisme indépendant et, par voie de conséquence pour la valeur que la société prête à la liberté de la presse. Ces évolutions rendent le rôle du journalisme dans la société plus singulier et précieux que jamais, et c'est aussi pourquoi les actions en faveur de l'indépendance des médias et des journalistes se multiplient à travers le monde.

Historiquement, le contrôle de l'information s'exerçait par un contrôle politique et économique des médias, qui pouvait prendre la forme d'une appropriation par les États ou des magnats de la presse, de monopoles, d'ingérences de la part des annonceurs ou d'une manipulation des relations publiques. Plus récemment, ces difficultés se sont aggravées à mesure que les modèles économiques des médias d'information, fondés sur les recettes publicitaires, perdaient du terrain face aux acteurs de l'Internet. Par ailleurs, la prédominance masculine dans les médias est un autre facteur qui met à mal l'intégrité éditoriale.

Aujourd'hui, l'indépendance du journalisme doit faire face à de nouveaux défis. Ainsi, les géants de l'Internet se sont imposés comme les principaux producteurs de contenus journalistiques et culturels et, certains d'entre eux ont adopté des modèles économiques qui favorisent la désinformation et les discours de haine aux dépens du journalisme.

² <http://research.un.org/>

À cela viennent s'ajouter une hausse des incitations à la haine envers certains médias et journalistes, et des intimidations par voie numérique, qui visent en particulier les femmes journalistes et artistes.

Tous ces facteurs conjugués conduisent à des situations où l'intérêt général est supplanté par de puissants intérêts privés. Nous sommes en présence de forces qui affaiblissent les normes professionnelles du journalisme et qui influencent le type d'information et de contenus culturels accessibles au public. Ces évolutions nous éloignent de l'esprit de l'ODD 16.10 qui reconnaît le besoin pour les sociétés de « garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales ».

Simultanément, à travers le monde, des individus mettent en place des stratégies efficaces pour faire face aux menaces anciennes et récentes qui pèsent sur l'indépendance des médias. La Journée mondiale de la liberté de la presse 2020 est l'occasion de présenter ces stratégies, de les célébrer et d'en tirer les enseignements.

3. L'indépendance éditoriale mise à mal par les différentes formes de captation des médias

L'indépendance éditoriale n'est plus possible quand les médias sont créés, rachetés ou manipulés par des acteurs qui affaiblissent ou détournent les grands principes déontologiques du journalisme que sont la vérification des faits et le souci de l'intérêt général³. Les analystes parlent de « captation des médias » pour désigner ce phénomène. La liberté de la presse repose sur l'indépendance vis-à-vis des intérêts particuliers. Dans le même temps, il faut des normes professionnelles strictes pour que la notion d'indépendance ait un sens⁴. Ce sont là les deux faces d'une même médaille.

C'est précisément parce que le journalisme indépendant et professionnel a la capacité de révéler les abus de pouvoir et d'obliger les tenants du pouvoir à rendre des comptes qu'ils sont particulièrement visés par ce phénomène de captation⁵. Cette captation des médias est le fait de forces politiques et d'entreprises privées,

³ Alina Mungiu-Pippidi, citée dans Schiffrin, A. (éd.). *In the Service of Power: Media Capture and the Threat to Democracy* Washington D.C. et New York : Center for International Media Assistance et Columbia University School of International and Public Affairs, p. 2.
<https://cmds.ceu.edu/sites/cmcs.ceu.hu/files/attachment/article/1174/cima-media-capture-book-f.pdf> ; p. 2

⁴ Ce point fait référence à un type de captation désigné sous le terme de « captation cognitive », qui résulte de la trop grande proximité des journalistes avec les tenants du pouvoir dont ils parlent dans leurs reportages et leurs articles. Stiglitz, J. E. 2017. « Toward a taxonomy of media capture », dans Schiffrin, A. 2017. *In the Service of Power: Media Capture and the Threat to Democracy*. Washington D.C. et New York : Center for International Media Assistance et Columbia University School of International and Public Affairs.
https://www8.gsb.columbia.edu/faculty/jstiglitz/sites/jstiglitz/files/Capture2_Taxonomy-of-Media-Capture.pdf

⁵ Schiffrin, A. 2017. *In the Service of Power: Media Capture and the Threat to Democracy*. Washington, D.C. et New York : Center for International Media Assistance et Columbia University School of International and Public Affairs.

ou d'autres groupes d'intérêt. En influençant le discours des médias et en détournant les normes professionnelles et les principes déontologiques du journalisme, ceux-ci cherchent à promouvoir leurs intérêts politiques, religieux, idéologiques ou financiers. Tous ont en commun de chercher à empêcher les médias d'information de les obliger à rendre des comptes⁶.

Depuis quelques années, on constate une augmentation du nombre de personnalités publiques qui, au moyen d'actions et de discours hostiles, intimident les journalistes et alimentent la méfiance à l'égard du journalisme professionnel. Au sein des Nations Unies, plusieurs résolutions ont mis en garde contre les conséquences potentielles de ce type de rhétorique et soutenu le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité.

La suite de ce document expose de façon plus détaillée comment l'intégrité et l'indépendance éditoriales sont affectées par la captation et les attaques, les questions que soulève le rôle des entreprises de l'Internet pour le journalisme indépendant, ainsi que la place occupée par la dimension de genre dans cette équation. Elle traite également des nombreux acteurs et stratégies qui se proposent de répondre à ces défis.

4. Freiner la corrosion de l'information par les intérêts politiques et financiers

Le contrôle politique exercé par les gouvernements et les forces d'opposition sur les médias d'information est une forme très courante de captation des médias. Le contrôle gouvernemental tire souvent parti des participations de l'État dans les médias et de l'influence que lui assurent les budgets publicitaires pour favoriser certains médias et en pénaliser d'autres. La captation politique s'exerce également par des entraves mises à l'indépendance des organes d'homologation et de régulation de la presse et de l'audiovisuel. Plus les médias privés sont faibles, plus ils sont exposés au risque d'être rachetés par des entités dont les intérêts vont à l'encontre de l'exercice d'un journalisme indépendant.

Dans le secteur des médias privés, la concentration de la propriété et la propriété croisée illimitée continuent d'affaiblir l'indépendance éditoriale. La cooptation par des actionnaires cachés animés d'intentions politiques⁷ est un autre moyen de contrôler les médias. Des entités aussi diverses que la Commission européenne et le Rapporteur spécial interaméricain pour la liberté d'expression ont exprimé leur inquiétude

⁶ <https://www.cima.ned.org/resource/service-power-media-capture-threat-democracy/>
Une bibliographie partielle sur la captation des médias est disponible auprès du Forum média et développement, et peut être consultée à l'adresse suivante :
<https://fome.info/events/symposium-2018/literature>

⁷ Voir le *Media Ownership Monitor* de Reporters Sans Frontières. <http://www.mom-rsf.org/> Le projet « Organised Crime and Corruption Reporting Project » (projet de rapport sur la criminalité organisée et la corruption) a également permis de lever le voile sur les sociétés écrans, souvent enregistrées à l'étranger, utilisées pour dissimuler l'identité des propriétaires de médias.
<https://www.occrp.org/en>

pour la pluralité et la diversité des médias dans leurs régions respectives, et de nombreux acteurs demandent l'application du droit de la concurrence⁸. D'autres réclament la transparence de la propriété et une réglementation efficace pour éviter les abus liés aux budgets publicitaires publics⁹. De solides garde-fous institutionnels sont nécessaires pour protéger l'indépendance éditoriale au sein des médias publics. Les régulateurs du secteur des communications doivent également être indépendants de toute influence extérieure. Dans le secteur des arts et de la culture, les politiques et réglementations publiques permettent de protéger et de favoriser l'intégrité et l'émergence d'expressions culturelles libres et diverses, ce qui constitue une contribution vitale pour toute démocratie florissante. Une autorégulation rigoureuse des médias d'information est essentielle. Elle leur permet de rendre des comptes quant au respect des normes éditoriales. Dans ce domaine, le renforcement de la déontologie journalistique est un autre élément important, car il offre un moyen de lutter contre la corruption des journalistes, qui nuit également à l'intégrité éditoriale¹⁰.

Le développement de plates-formes alternatives de journalisme, la prise en compte des voix des jeunes dans les médias et les innovations dans le domaine de la propriété et des modèles économiques sont autant de mesures supplémentaires susceptibles de renforcer la diversité, la transparence et l'intégrité journalistique. La dénonciation du marché lucratif des partenariats dissimulés, comme ceux pratiqués par certains blogueurs et « influenceurs », est une autre mesure mise en place.

Dans certains cas, la captation des médias peut être facilitée par un « système judiciaire aux ordres qui poursuit les journalistes indépendants¹¹ ». Afin que les magistrats puissent garantir efficacement la liberté de la presse, la sécurité des journalistes et l'indépendance des médias, des lois et des systèmes devraient être

⁸ Nelson, MM 2017. « What is to be done? Options for combatting the menace of media capture », dans Schiffrin, A. (éd.). 2017. *In the service of power: Media capture and the threat to democracy*. Center for International Media Assistance : Washington D.C.

⁹ Voir Mendel, T., Garcia Castillejo, A, et Gomez, G. 2017. *Concentration of Media Ownership and Freedom of Expression: Global Standards and Implications for the Americas*. Bureau de l'UNESCO à Montevideo : Montevideo.

<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000248091>

Becerra, M and Mastrini, G. 2019. *La convergencia de medios, telecomunicaciones e internet en la perspectiva de la competencia: Hacia un enfoque multicompreensivo*. Bureau de l'UNESCO à Montevideo : Montevideo.

¹⁰ Voir l'« Ethical Journalism Network » (Réseau de journalisme éthique)

<https://ethicaljournalismnetwork.org/>

et la « Journalism Trust Initiative » (Initiative pour la fiabilité de l'information) de RSF

<https://rsf.org/fr/actualites/rsf-et-ses-partenaires-devoient-la-journalism-trust-initiative-jti-un-dispositif-innovant-contre-la>

¹¹ Stiglitz, Joseph, E. 2017. « Toward a taxonomy of media capture »

https://www8.gsb.columbia.edu/faculty/jstiglitz/sites/jstiglitz/files/Capture2_Taxonomy-of-Media-Capture.pdf

mis en place pour protéger correctement ces derniers ainsi que la liberté d'expression. Un grand nombre d'institutions internationales et de parlements s'efforcent de mettre en place durablement un environnement juridique favorable à l'indépendance du pouvoir judiciaire. Parmi elles, l'UNESCO travaille avec des juges, des procureurs et des avocats dans le monde entier pour promouvoir une meilleure compréhension des normes internationales en matière de liberté d'expression, qui relèvent de la sphère juridique. Ce type d'action contribue à limiter la captation des institutions sociales essentielles que sont le pouvoir judiciaire et les médias par des acteurs du monde politique et économique.

Dans tous les domaines évoqués, on observe des progrès et on trouve des exemples de réussite à partager.

Thèmes de réflexion

1. *Quelles approches juridiques et politiques contribuent à protéger ou à restaurer l'indépendance éditoriale des médias, l'intégrité des régulateurs et la juste répartition des budgets publicitaires publics ?*
2. *Quelles approches innovantes parviennent à limiter la concentration des médias et l'opacité autour de leurs propriétaires, ainsi qu'à diversifier la propriété des médias ?*
3. *Quels exemples attestent de la valeur d'un pouvoir judiciaire indépendant qui protège la liberté d'expression et lutte contre la captation ?*
4. *Quelles mesures les journalistes, la société civile et d'autres acteurs prennent-ils pour renforcer l'autorégulation afin de rendre des comptes en matière d'indépendance et d'intégrité éditoriale ?*
5. *Quels sont les effets de la captation et des attaques contre les médias sur la liberté d'expression artistique ?*

5. Faire de l'indépendance des médias un facteur d'égalité des genres

Un autre aspect des rapports de force qui influent sur la façon dont le journalisme sert la société de manière inclusive et contribue ou non à la réalisation des objectifs de développement durable est la prédominance des hommes aux postes de direction dans les médias. De récentes études ont montré que les hommes occupaient 73 % des postes de direction dans les grands médias¹². Les proportions concernant la propriété des médias sont similaires.

¹² French, L. ; Vega Montiel, A. ; Padovani, C. (éd). 2019. *Gender, media & ICTs: new approaches for research, education & training*. Paris : UNESCO.
<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000368963.locale=en> ;
Vega Montiel, A. et Macharia, S. (éd.). 2019. *Setting the gender agenda for communication policy: new proposals from the Global Alliance on Media and Gender*; Paris: UNESCO

Ce déséquilibre est à rapprocher des relatifs angles morts relevés dans le secteur des médias en ce qui concerne le personnel féminin, la représentation du genre et les stéréotypes sexistes. En outre, des enquêtes ont récemment révélé qu'en de nombreux endroits, les femmes journalistes et artistes sont ciblées de manière disproportionnée par le harcèlement, les menaces, les discours de haine sexiste et le *trolling* en ligne¹³. Malgré une prise de conscience croissante du problème, de nombreux médias d'informations ont été lents à réagir. En outre, dans de nombreuses sociétés, les restrictions et la censure des expressions artistiques discriminent particulièrement les femmes artistes et le public féminin. Cela démotive les femmes et restreint l'exercice de leurs droits, ce qui peut les pousser à s'autocensurer.

Le contrôle sexospécifique va souvent de pair avec des inégalités intersectionnelles liées à la race, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle et l'identité de genre. La jeunesse est également une source de discrimination intersectionnelle. Ces inégalités doivent être corrigées pour permettre au journalisme indépendant de contribuer à l'inclusion et à la non-discrimination, qui sont nécessaires au développement durable.

Ces dernières années, des mouvements influents ont réussi à bouleverser le *statu quo* et à assurer une meilleure représentation des femmes dans la propriété des médias, les métiers du journalisme et les contenus.

Thèmes de réflexion

1. *Quelles sont les réussites exemplaires en matière d'égalité des genres dans la propriété et la gestion des médias ?*
 2. *Quelles mesures visant à promouvoir l'égalité des genres dans la société, en s'attaquant par exemple aux stéréotypes sexistes et en reflétant une plus grande diversité dans les contenus, sont prises par les médias et les organismes culturels ?*
 3. *Quelles leçons pouvons-nous tirer de l'expérience des médias qui s'attachent à protéger les journalistes – en particulier les femmes journalistes, les journalistes indépendantes et les femmes artistes – contre le harcèlement et les agressions ?*
- 6. Promouvoir le journalisme et les médias indépendants en ligne**

13

<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000368962.locale=en> ;
<https://www.iwmf.org/wp-content/uploads/2018/06/IWMF-Global-Report.pdf>
<https://www.iwmf.org/wp-content/uploads/2018/09/Attacks-and-Harassment.pdf> ;
<https://www.ifj.org/media-centre/news/detail/category/press-releases/article/ifj-survey-two-thirds-of-women-journalists-suffered-gender-based-online-attacks.html>

Les entreprises de l'Internet ont permis le développement d'alternatives journalistiques et d'innovations, notamment menées par les jeunes. Ces nouveaux modèles jouent un rôle particulièrement important dans les contextes de captation des médias et favorisent des environnements d'information plus inclusifs et pluralistes. Simultanément, les technologies de l'Internet sont elles-mêmes devenues de plus en plus centralisées au sein de multinationales. Ces sociétés sont désormais les principaux arbitres des communications fondées sur la technologie. Les différents rapporteurs spéciaux sur la liberté d'expression ont signalé que cette influence privée, qui n'est soumise à aucun contrôle, représentait un risque pour la liberté d'expression¹⁴.

Sur Internet, de nombreux modèles économiques consistent à capter les données des utilisateurs en prolongeant leur temps de lecture ou de visionnage au moyen d'une hiérarchisation des contenus conçue pour déclencher des émotions, ce qui a pour corolaire de diminuer la visibilité des travaux journalistiques fondés sur des données factuelles. De plus, de nombreux canaux de communication en ligne sont utilisés par des acteurs cherchant à influencer l'opinion à l'aide de contenus micro-ciblés et diffusés de façon clandestine. Tout cela se produit en dehors de la sphère publique et de toute transparence, en totale opposition avec ce qui fait la valeur de la contribution des médias d'information à la société.

Cette situation a permis aux entreprises de l'Internet de s'approprier une part de plus en plus grande du rôle joué par les médias d'information dans l'écosystème de la communication. Toutefois, sous la pression du public, ces sociétés commencent à reconnaître la nécessité d'adopter des règles de déontologie qui respectent les normes internationales en matière de droits de l'homme et des systèmes d'autorégulation efficaces. Plusieurs acteurs ont défendu la création d'un conseil des médias sociaux, indépendant et multipartite, pour les entreprises de l'Internet. Si de nombreuses questions demeurent, le dialogue est amorcé.

Thèmes de réflexion

- 1. Quelles interventions sont envisagées pour faire face au rôle prépondérant des acteurs de l'Internet dans les communications ?*
- 2. Quelles entreprises de l'Internet coopèrent de façon significative avec les médias d'information pour contribuer à garantir la visibilité du journalisme indépendant, ainsi que la créativité et la diversité des expressions culturelles ; et comment faire en sorte qu'il y en ait davantage ?*

¹⁴ « Déclaration conjointe du vingtième anniversaire : les défis clés pour la liberté d'expression au cours de la prochaine décennie ». https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Opinion/JointDeclaration10July2019_French.pdf

Note conceptuelle sur la Journée mondiale de la liberté de la presse 2020 – version imprimable

3. *Comment, en renforçant l'obligation de rendre des comptes et l'autorégulation des entreprises de l'Internet, peut-on contribuer à empêcher la captation de leurs plates-formes par des personnes qui répandent la désinformation, les discours de haine et l'hostilité envers les journalistes ?*
4. *Quelles solutions de financement sont proposées pour répondre à la défaillance du marché et assurer la survie du journalisme indépendant pour les années à venir ?*

7. Libérer le journalisme – renforcer les conditions de l'indépendance

La célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse 2020 s'appuie sur une approche fondée sur la recherche de solutions et vise à galvaniser tous les acteurs concernés en leur donnant les moyens d'agir plus efficacement. Les nombreux efforts fournis pour contrer les pressions et garantir l'indépendance éditoriale doivent être intensifiés. En particulier, les pratiques innovantes doivent être partagées et les différents acteurs mis en relation afin de renforcer les synergies entre eux. La Journée mondiale de la liberté de la presse 2020 est l'occasion de s'atteler à cette mission.

Un environnement médiatique libre, pluraliste et indépendant, en ligne et hors ligne, est indispensable à la défense de la liberté d'expression en tant que droit fondamental. C'est une pierre angulaire de toute société démocratique, qui permet d'accélérer les progrès en vue du développement durable. Plus concrètement, c'est aussi une valeur fondamentale, qui mobilise de nombreuses personnes et les encourage à passer à l'action. Quand les journalistes sont protégés par la loi, quand ils peuvent enquêter, écrire des articles et les publier librement et de façon professionnelle, sans être soumis aux intérêts particuliers de puissantes élites ou de groupes d'intérêt, ni craindre d'être attaqués, ils peuvent accomplir leur mission démocratique et développer leur potentiel. Ils peuvent obliger le pouvoir à rendre des comptes, promouvoir la transparence, diffuser des informations de qualité et contribuer à un écosystème de communications éthique et fondé sur des données factuelles.

En mettant l'accent sur la protection du journalisme indépendant, la Journée mondiale de la liberté de la presse 2020 s'appuie sur les conclusions et sur le pouvoir mobilisateur du thème de l'année précédente, qui cherchait à renforcer la contribution des médias dans le cadre des élections et la lutte contre la désinformation. Grâce à l'amélioration des connaissances sur les questions actuelles et l'intensification des efforts en vue du changement, il sera possible de conserver au journalisme sa liberté et son indépendance pour les années à venir.

C'est ce que promettent les discussions stratégiques qui se tiendront à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse 2020 et qui se poursuivront ensuite.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Journée mondiale
de la liberté de
la presse

